



LES SERVICES PUBLICS
AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ !



CSA des services académiques

Mercredi 2 octobre 2024

DECLARATION LIMINAIRE DE LA FSU

Monsieur le recteur,

Nous nous réunissons au lendemain de la mobilisation du 1^{er} octobre : la FSU appelait à y participer pour obtenir un budget qui sorte du carcan austéritaire et qui réponde aux besoins sociaux et à ses revendications.

Ce même jour, le discours de politique générale d'un Premier ministre improbable, dans un contexte où le gouvernement sera de toute façon fragile, affirme une volonté de continuation d'une politique austéritaire et libérale, faisant fi des 70 % du corps électoral qui s'y sont opposés.

Les lettres de plafonds du projet de budget 2025 déjà envoyées aux ministères pendant l'été par le précédent gouvernement démissionnaire annonçaient la couleur : diminuer de 20 milliards le budget de l'État. Selon les documents budgétaires transmis par Bercy à la commission des Finances de l'Assemblée nationale, ce sont désormais 30 milliards d'euros qu'il conviendrait d'économiser en 2025.

De nouveaux coups de rabot (pour ne pas dire de hache) sont donc à prévoir, entraînant de nouvelles mesures notamment contre le pouvoir d'achat et les services publics alors même que la situation dégradée de nos services est connue.

En effet, notre ministère rappelait, dans un groupe de suivi d'Opale tenu le 3 septembre 2024, que le « **Recrutement et remplacement des personnels administratifs [sont] de plus en plus difficiles** ».

Déjà en mai 2024, un rapport de la commission des finances du Sénat notait : « **Alors que l'ensemble de la fonction publique est touché par un déficit d'attractivité, les métiers de la filière administrative de l'Éducation nationale n'échappent pas à la règle générale.** »

Et que dire du rapport de l'IGESR de mars 2024 sur les filières ITRF qui relevait également que « **le contexte actuel est caractérisé par les tensions d'un marché de l'emploi dans lequel de nombreuses offres restent non pourvues** ».

Perte de sens du métier, absence de reconnaissance, missions de plus en plus nombreuses et complexes, *management* directif (relisez les résultats de l'enquête « qualité de vie au travail ») ... Il suffit d'échanger avec les collègues, quel que soit le service (administratif ou technique, académique ou de région académique), pour que ce constat soit partagé : faire plus avec moins et toujours au détriment des personnels.

Il est plus que temps de mettre enfin en œuvre une autre politique pour notre Service public.